

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 14-16 février 2011**

## **RAPPORTS D'ÉVALUATION**

**Point 6 de l'ordre du  
jour**

*Pour examen*

# **F**

Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.1/2011/6-B/Add.1/Rev.1**

7 février 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

## **RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU CAMBODGE**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

|   |                       |                   |
|---|-----------------------|-------------------|
| Directeur, RMP*:  | M. C. Kaye            | tél.: 066513-2197 |
| Conseiller principal pour les programmes, OD**:             | M. P. Rodrigues       | tél.: 066513-2361 |
| Spécialiste principal de la gestion des résultats, RMPP***: | M. K. Owusu-Tieku     | tél.: 066513-3018 |
| Chargée de la gestion des résultats, RMPP:                  | Mme M. Hassinen-Agoya | tél.: 066513-3752 |

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

\*\* Département des opérations

\*\*\* Sous-Division de la gestion des résultats

---

## CONTEXTE

1. Le présent document contient la réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire du PAM au Cambodge (2000-2010).
2. Le Secrétariat accueille avec intérêt les recommandations issues de cette évaluation, qui ont été prises en compte lors de l'élaboration du nouveau programme de pays pour 2011-2016. En partenariat avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, la société civile et les communautés, le programme de pays répond aux besoins des écoliers en leur distribuant des repas scolaires et rations à emporter, conformément aux objectifs et aux stratégies gouvernementaux. Comme cela lui a été recommandé, le PAM renforcera son engagement dans le domaine de la nutrition et utilisera davantage les aliments enrichis.
3. Les mesures prises pour donner suite aux recommandations issues de l'évaluation sont présentées dans la matrice ci-après.

**SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE  
L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU CAMBODGE**

| Recommandations  | Organe responsable    | Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations  | Délai de mise en œuvre                            |
|--|-----------------------|--|---|
| <p>1: Le bureau de pays devrait à l'avenir prendre en compte dans le cadre de la programmation les effets différenciés des deux formules.</p> <p>Le programme d'alimentation scolaire était conforme aux objectifs et à la stratégie du Gouvernement en matière d'éducation. Au cours des dix dernières années, il a atteint son objectif tendant à appuyer l'enseignement primaire en contribuant à l'augmentation des taux de scolarisation, de fréquentation scolaire et de passage à l'année supérieure, tout en réduisant les taux d'abandon scolaire. Le programme d'alimentation scolaire a eu des effets marqués sur la nutrition et les transferts de valeur aux ménages, mais les repas scolaires et les rations à emporter n'ont pas influé de la même façon sur l'éducation, la nutrition et le transfert de valeur.</p> | <p>Bureau de pays</p> | <p>La recommandation est acceptée. Les effets directs et les produits du programme de pays pour 2011-2016 dans le domaine de l'éducation correspondent au cadre de résultats stratégiques du PAM et aux objectifs du projet, et tiennent compte des effets différenciés des repas scolaires et des rations à emporter.</p> <p>Compte tenu de l'analyse de la situation et conformément au Plan stratégique pour l'éducation du Gouvernement pour 2009-2013 ainsi qu'à la stratégie nationale de protection sociale, le programme de repas scolaires cible les zones les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, afin d'accroître la scolarisation, et la fréquentation scolaire et d'améliorer la nutrition. Les rations à emporter continueront d'être distribuées aux ménages les plus vulnérables afin de favoriser la fréquentation scolaire, de réduire le taux d'abandon scolaire, qui est élevé, d'encourager les élèves à achever leurs études primaires et d'améliorer les systèmes de protection sociale qui contribuent à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire dans le cadre de la stratégie nationale de protection sociale. L'alimentation scolaire assurée dans les centres d'éveil de la petite enfance vise à faire en sorte que davantage d'enfants soient scolarisés à l'âge qui convient.</p> <p>Dans le cadre de l'exécution du programme de pays, le PAM continuera d'affiner les modalités de celui-ci en vue: i) de renforcer la prise en main du programme par le pays; ii) d'établir des liens avec les chaînes nationales d'approvisionnement alimentaire; et iii) d'étudier les moyens d'utiliser les repas scolaires pour améliorer l'accès des enfants aux micronutriments, par exemple en fournissant des nouilles et du riz enrichis.</p> | <p>Mise en œuvre achevée.</p> <p>Octobre 2013</p> |



**SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE  
L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU CAMBODGE**

| Recommandations  | Organe responsable | Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations   | Délai de mise en œuvre |
|--|--------------------|---|------------------------|
| <p><b>2:</b> Il conviendrait d'allouer une part plus importante des ressources aux rations à emporter.</p> <p>La stratégie nationale de protection sociale est le cadre le plus approprié dans lequel inscrire l'alimentation scolaire à l'avenir, et les rations à emporter ont la préférence car elles ciblent les personnes les plus démunies et ont plus de valeur pour les bénéficiaires que le programme de repas scolaires, assurant ainsi une protection sociale plus efficace.</p>  | Bureau de pays     | La recommandation est acceptée. Le nouveau programme de pays prévoit une augmentation substantielle de la proportion de rations à emporter prévue au titre de la composante Éducation.  | Octobre 2012           |
| <p><b>3:</b> Le bureau de pays devrait s'attacher à appuyer l'élaboration d'un programme de repas scolaires national viable. Le PAM devrait s'employer avant toute chose à renforcer les capacités des institutions nationales et à mettre en place une formule viable en matière d'achats. Le PAM et le Ministère de l'éducation devraient s'inspirer de leur expérience pour déterminer quelle formule pilote mettre en œuvre.</p> <p>Le programme de repas scolaires a incité les familles à scolariser leurs enfants, complétant ainsi d'autres efforts menés dans le pays pour accroître la scolarisation et la fréquentation scolaire. Cette formule a eu plus d'effet sur la nutrition que les rations à emporter. Pour que ces programmes soient efficaces dans tout le secteur de l'éducation, il est indispensable que le Gouvernement s'engage. Étant donné que le programme d'alimentation scolaire est exécuté à grande échelle et cible les écoles plutôt que les ménages, il n'a donné lieu qu'à un transfert de valeur limité aux ménages les plus pauvres dans les communautés ciblées.</p> | Bureau de pays     | <p>La recommandation est acceptée. Si les fonds le permettent, le PAM aidera davantage le Gouvernement à examiner et actualiser les stratégies nationales d'éducation. Il multipliera en outre les stages de formation pratique et les activités visant à renforcer les capacités du personnel du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports aux niveaux national et infranational, afin d'améliorer la gestion et la mise en œuvre des modalités relatives aux repas scolaires et aux rations à emporter.</p> <p>Les restrictions budgétaires du Gouvernement posent problème, mais les possibilités s'offrant en matière de prise en main du programme par le pays devraient augmenter à l'avenir, attendu que le Gouvernement devrait accroître les crédits alloués à l'éducation. Le nouveau programme de pays vise à permettre le partage et une meilleure maîtrise des coûts et à inciter davantage le pays à prendre le programme en main: 79 pour cent de l'assortiment alimentaire composant les repas scolaires peut être acheté localement, et le PAM augmentera cette proportion, par exemple en favorisant la production locale de nouilles enrichies et en consolidant les liens avec les chaînes d'approvisionnement alimentaire des petits exploitants.</p> | Octobre 2013           |



**SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE  
L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU CAMBODGE**

| Recommandations   | Organe responsable | Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations  | Délai de mise en œuvre |
|---|--------------------|--|------------------------|
| <p><b>4:</b> Les interventions futures devraient être intégrées dans des ensembles de services; la collaboration avec l'UNICEF devrait être élargie à d'autres partenaires.</p> <p>Les effets positifs du programme d'alimentation scolaire pourraient être considérablement accentués grâce à des partenariats synergiques avec des organismes qui s'emploient à améliorer la qualité de l'enseignement.</p>   | Bureau de pays     | <p>La recommandation est acceptée. Le PAM continuera de chercher à nouer des partenariats solides pour garantir l'exécution de programmes complets et intégrés: les partenaires comprendront le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les collectivités, la société civile et les organisations non gouvernementales. Le PAM fera de cette collaboration une condition préalable à l'adoption de nouvelles cibles et de nouveaux domaines d'action comme l'éveil de la petite enfance. Le PAM vient actuellement en aide à la plupart des bénéficiaires de l'alimentation scolaire à la faveur d'accords tripartites conclus avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports et l'UNICEF ou avec le ministère et des organisations non gouvernementales qui fournissent des services complémentaires (comme les programmes touchant l'eau et l'assainissement, les infrastructures scolaires et l'appui technique). Les autres interventions essentielles comprennent une campagne nationale de déparasitage orchestrée par le Ministère de la santé, et l'incorporation de la prévention du VIH/sida et du paludisme dans les programmes scolaires et de préparation à la vie professionnelle.</p> <p>L'initiative "École amie des enfants" de l'UNICEF a été prise en main par l'État et constitue désormais une politique gouvernementale. Les partenariats du PAM avec l'UNICEF et le Gouvernement seront réévalués en conséquence.</p> | Octobre 2013           |
| <p><b>5:</b> Le bureau de pays devrait continuer de participer à des initiatives multisectorielles comme les groupes de travail techniques, qui sont nécessaires pour lutter contre la dénutrition chez l'enfant de façon efficace et économique.</p> <p>Au Cambodge, les taux de dénutrition chronique, d'insuffisance pondérale et d'anémie sont élevés chez les écoliers, ce qui se répercutera sur leur santé, la productivité économique et la mortalité maternelle.</p> | Bureau de pays     | <p>La recommandation est acceptée. Le nouveau programme de pays renforcera la participation du PAM dans le secteur de la nutrition, en mettant l'accent sur l'élaboration de modèles d'assistance alimentaire durables pour promouvoir les effets nutritionnels directs et améliorer la base de données factuelles que requièrent l'élaboration et la mise à jour d'une politique nationale. Au niveau de l'alimentation scolaire, le programme de pays visera à améliorer l'accès des enfants aux micronutriments en fournissant des aliments comme des nouilles enrichies en micronutriments et du riz enrichi; l'objectif sera de renforcer les effets nutritionnels de façon aussi efficace et aussi peu coûteuse que possible.</p>  | Octobre 2013           |



**SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE  
L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU CAMBODGE**

| Recommandations   | Organe responsable | Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations   | Délai de mise en œuvre |
|---|--------------------|---|------------------------|
| <p><b>6:</b> Le bureau de pays devrait concevoir et appliquer des formules permettant d'inclure des aliments enrichis dans son programme d'alimentation scolaire.</p> <p>Au Cambodge, il est essentiel de lutter contre la dénutrition qui touche les enfants, et plusieurs approches doivent être étudiées. La distribution de riz enrichi dans le cadre du programme d'alimentation scolaire pourrait être efficace s'il était établi que cela réduisait la prévalence de l'anémie ferriprive chez les enfants des deux sexes. Dans le cadre de sa politique en matière d'alimentation scolaire, le PAM veillera à ce que les repas scolaires soient nutritifs, et les enrichira si nécessaire.</p> | Bureau de pays     | <p>La recommandation est acceptée. Les tests d'acceptabilité du riz enrichi dans l'alimentation scolaire effectués dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement seront suivis de tests d'efficacité dans le programme de pays. Celui-ci prévoit la possibilité d'incorporer des nouilles enrichies en micronutriments dans l'assortiment alimentaire des repas scolaires, en sus du riz enrichi; il prévoit également un budget pour stimuler les initiatives locales déjà existantes en matière d'enrichissement des produits alimentaires qui pourraient s'intégrer dans le programme de repas scolaire.</p>   | Octobre 2013           |
| <p><b>7:</b> Le ciblage devrait être amélioré afin de mettre davantage l'accent sur les populations les plus vulnérables.</p> <p>Un ciblage plus précis des critères de vulnérabilité appliqués aux ménages renforcerait les effets et les impacts des rations à emporter, notamment eu égard aux transferts de valeur et au maintien à l'école des enfants des familles les plus démunies.</p>   | Bureau de pays     | <p>La recommandation est acceptée. Le bureau de pays continuera d'améliorer le ciblage au titre du programme de pays. La solution des rations à emporter cible les populations les plus vulnérables selon plusieurs critères: logement, superficie des terres arables, nombre de têtes de bétail, valeur du patrimoine des ménages, principales sources de revenu, durée des déficits vivriers et dette des ménages; un système clair d'évaluation par score est en place, et il existe la possibilité d'exclure les personnes ne répondant pas aux critères fixés. Les bénéficiaires sont sélectionnés dans le cadre d'un processus participatif qui s'est affiné au cours des dix dernières années et qui fait intervenir comme parties prenantes les services d'éducation des provinces et des districts, des organisations non gouvernementales, des enseignants, des élèves, des directeurs d'école, des représentants des enseignants et des parents, des chefs de villages et de communautés, et des membres du clergé et des conseils communaux pour les femmes et les enfants. Le processus comprend des contrôles impromptus effectués auprès des ménages par le personnel des services d'éducation ou d'organisations non gouvernementales. Des systèmes et des contrôles sont en place pour réduire les erreurs d'inclusion et d'exclusion.</p> |                        |



| SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU CAMBODGE  |                    |   |                        |
|---|--------------------|---|------------------------|
| Recommandations   | Organe responsable | Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations   | Délai de mise en œuvre |
|   |                    | Dans le cadre du programme de pays, le PAM entend perfectionner son ciblage: i) en mettant ses compétences en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité au service de l'amélioration du système consistant à répertorier les personnes démunies (système dit "ID Poor"), qui vise à scolariser les enfants des ménages les plus pauvres du pays; et ii) en ciblant les rations à emporter en fonction du registre "ID Poor", sans négliger d'autres critères d'insécurité alimentaire non pris en compte par ce système.                             | Octobre 2013           |
| <p><b>8:</b> Le PAM devrait utiliser des groupes témoins et des indicateurs longitudinaux pour les futures activités de suivi, afin d'améliorer la programmation axée sur les résultats et de produire des données mettant en évidence les effets des programmes d'alimentation scolaire sur l'éducation, la nutrition (y compris l'anémie) et le transfert de valeur tel qu'il est défini dans la politique en matière d'alimentation scolaire.</p> <p>Les mesures relatives au suivi de l'alimentation scolaire changent au fil du temps pour certains indicateurs, mais elles ne permettent pas d'établir de comparaisons avec des zones non couvertes par le programme. Pour améliorer le suivi, il faut améliorer l'analyse prospective et utiliser des groupes témoins de taille plus réduite, dans le cadre d'un suivi effectué régulièrement.</p> | Bureau de pays     | La recommandation est acceptée. Le bureau de pays étudiera la possibilité de prendre certaines écoles en compte comme groupes témoins dans le cadre du suivi normal: elles seront comparées aux écoles bénéficiant du programme de repas scolaires appuyé par le PAM. Le bureau de pays révisera également les directives actuelles en matière de suivi et d'établissement de rapports, notamment les listes de suivi par contact direct avec les bénéficiaires, qui comprennent des indicateurs longitudinaux tels que l'assiduité et la concentration des élèves. | Octobre 2012           |